

géographie de la santé

Les villes moyennes et la santé

Sandrine Haas et

Emmanuel Vigneron

*La Documentation française,
janvier 2008, 125 pages, 18 euros.*

Les villes moyennes tiennent une place particulière dans les transformations en cours des systèmes de soins où l'offre sanitaire est marquée par une démographie médicale inégalement répartie. Cette étude repose sur un travail statistique approfondi, synthétisant toutes les données disponibles sur l'offre sociale, médico-sociale et sanitaire des villes moyennes, et sur un travail d'analyse plus prospectif sur les grandes tendances de l'évolution de cette offre. Les auteurs de cette étude proposent de dégager, pour chaque type de ville moyenne, des priorités qui lui sont propres et qui répondent à ses spécificités. Ainsi, dans le cadre des programmes régionaux de santé publique, ils préconisent que

ces villes adoptent une stratégie territoriale de l'offre adaptée à leur position géographique, y compris dans les agglomérations favorisées, qui attirent de nouveaux médecins. Dans les villes moyennes isolées, caractérisées par un nombre important de salariés ouvriers, il y aurait nécessité de renforcer des dispositifs de prévention en direction des maladies professionnelles. Dans la majorité des villes moyennes, on constate, face au vieillissement général de la population, une sous-médicalisation des institutions d'hébergement, en particulier dans les villes du littoral. Dans les villes-refuges d'une grande agglomération, les auteurs recommandent que les équipements sanitaires et médico-sociaux soient plus orientés sur les publics jeunes et plus particulièrement sur les personnes vulnérables à la fois économiquement, professionnellement et socialement. Dans les villes moyennes d'outre-mer et de Corse, où l'offre de soins à domicile est plus favorable que celui de l'offre d'hébergement, les priorités en matière de santé doivent être ciblées sur les publics des mères

et des jeunes enfants, avec une spécialisation renforcée de l'offre en gynécologie-obstétrique et en pédiatrie. De même, des réorganisations devraient intervenir dans le domaine de la prise en charge des adultes handicapés.

Cet ouvrage est par ailleurs illustré de nombreuses cartes et de tableaux permettant de suivre les variations et l'évolution de l'offre de santé dans les nombreuses villes moyennes, qui composent l'ensemble du territoire français.



Directeur

Roger Salamon

Secrétaire

Marie-Pierre Martin

La valorisation

Le CIC-EC (Centre d'investigation clinique – épidémiologie clinique), créé en décembre 2004, contribue à la structuration de l'épidémiologie clinique à Bordeaux et en Aquitaine. Il s'adresse essentiellement à des études de cohortes et à de grandes enquêtes en population générale associant l'Inserm et le CHU. En 2007, le CRLCC Bergonié s'est associé à ce CIC-EC, lui permettant ainsi de renforcer ses activités dans le domaine de la cancérologie. Un projet nouveau porté par des médecins généralistes (avec une labellisation Inserm) a aussi rejoint le CIC-EC en 2007.

Coordonnées

ISPED
Case 11
Université Victor Segalen
Bordeaux 2
146 rue Léon-Saignat
33076 BORDEAUX Cédex
Téléphone : 05 57 57 13 93
Télécopie : 05 56 24 00 81
Courrier : accueil.isped@isped.u-bordeaux2.fr
Site : www.isped.u-bordeaux2.fr

environnement

Notre santé à l'épreuve du changement climatique

Jean-Pierre Besancenot

*Éditions Delachaux et Niestlé,
septembre 2007, 222 pages,
19 euros.*

Bien que les déterminants de l'état de santé de l'humanité d'ici cinquante à cent ans seront d'ordre démographique et socio-économique, la santé humaine est à de multiples égards tributaire de l'environnement en général, du climat et des conditions météorologiques... L'auteur de cet ouvrage étudie dans une première partie les changements climatiques (réchauffement, effet

de serre, dérèglement climatique), avant d'aborder les maladies infectieuses et parasitaires dont l'incidence, liée aux changements climatiques, s'est accentuée ces dernières années. Une troisième partie consacrée aux maladies non infectieuses (maladies cardiovasculaires et respiratoires, allergies et autres maladies) reflète l'action de l'environnement et du climat sur la santé. L'auteur, dans la dernière partie, s'attache plus particulièrement à démontrer les effets indirects des changements climatiques sur la santé : risques liés à la montée du niveau des eaux, risques liés à une moindre disponibilité de la nourriture et de l'eau, risques liés aux déplacements de populations... En conclusion, il recommande d'ap-

prendre à s'adapter aux changements climatiques pour vivre avec eux...



VIH

La consultation d'aide à l'observance des traitements de l'infection à VIH. L'approche MOTHIV : accompagnement et éducation thérapeutique
Catherine Tourette-Turgis
Éditions Comment dire, 2007,
141 pages, 19 euros.

L'auteur de cet ouvrage, après avoir montré les évolutions dans la prise en charge des patients dans les services de soin VIH, explique les facteurs de la non-observance thérapeutique avant d'aborder l'éducation thérapeutique et l'importance de la qualité et du suivi médicaux pour les patients dans l'observance du traitement (approche MOTHIV). En replaçant cette qualité de la relation de soins et d'écoute au cœur de la consultation d'aide à l'observance, l'auteur observe que les bienfaits de l'éducation thérapeutique (qui bénéficient aussi bien aux patients qu'aux soignants) se répercutent non seulement sur la qualité de vie des personnes séropositives mais améliorent également sensiblement la vie des personnes atteintes de maladies chroniques.

organisation sanitaire

Ma santé demain : 11 décideurs répondent

Hélène Cardin et Hervé Réquillart
Éditions Jacob-Duvernet, collection
Débat avenir de la santé, avril 2008,
192 pages, 17 euros.

Cet ouvrage vise à prolonger la démarche des « conférences de citoyens » qui, depuis 2005, ont réuni chaque année un panel de citoyens restreint (environ vingt personnes) afin de refléter la diversité de la société française. Attentifs aux critiques, attentes et recommandations exprimées ces trois dernières années par le panel de citoyens, onze décideurs dans le domaine de la santé ont réagi sur certaines de leurs propositions et leur ont répondu. Ainsi, les analyses des décideurs ont porté aussi bien sur la rénovation du financement du système de santé, sur l'élaboration d'une vraie stratégie politique pour la santé, sur le juste coût du médicament, sur la pénurie de médecins dans certaines régions, sur l'automédication responsable, sur la modernisation du pilotage de l'hôpital, sur les associations de patients en quête de reconnaissance, sur la qualité des soins et l'information des patients que sur le développement de la prévention...

systèmes d'information

Systèmes d'information de santé : le diagnostic est posé, le traitement s'impose

Jean-Jacques Jégou
Les rapports du Sénat, Commission
des finances, rapport d'information
n° 35, 2007-2008, 327 pages,
5 euros.

Le sénateur Jean-Jacques Jégou avait mené en 2005 une mission de contrôle budgétaire sur l'informatisation du système de santé, qui avait donné lieu à un rapport d'information. En comparant avec les pays voisins, il avait constaté que si la France se situait globalement dans la moyenne des pays européens, les systèmes d'information présentaient plusieurs faiblesses auxquelles il fallait remédier. Il avait également relevé les difficultés de la mise en place du DMP... Les travaux de la Cour des comptes, sur lesquels s'appuie le présent rapport, confirment les convergences des analyses de la Commission des finances et de la Cour : les faiblesses du pilotage central de la politique d'informatisation, l'insuffisance de la fiabilité de l'identification des professionnels de santé (si la carte professionnelle de santé,

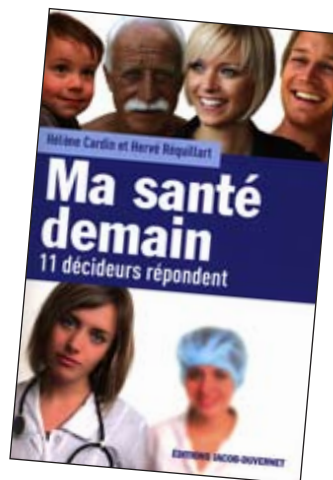
CPS, est bien diffusée parmi les professionnels de santé libéraux, elle l'est faiblement dans le secteur hospitalier) et le trop grand nombre de structures concernées (qui nuit à l'efficacité du système)... Aussi une réorientation profonde s'avère plus que jamais nécessaire pour mener à bien les chantiers essentiels pour l'avenir du système de santé en France et pour clarifier les rôles respectifs de l'État et de l'assurance maladie. Dans ce but, la Commission des finances organisera d'ici quelques mois une nouvelle audition publique pour mesurer l'état d'avancement des travaux et en apprécier la qualité.

environnement

Risques chimiques au quotidien : éthers de glycol et polluants de l'air intérieur. Quelle expertise pour la santé ?

Marie-Christine Blandin
Office parlementaire d'évaluation
des choix scientifiques et
technologiques, rapport n° 629
Assemblée nationale et n° 176
Sénat, 23 janvier 2008, 8 euros.

L'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques du Parlement a



été saisi de deux études : l'une relative à l'évaluation scientifique des émissions de polluants des produits de grande consommation et l'autre sur les apports des sciences et des technologies au développement durable. Cette double saisine porte sur l'identification de substances chimiques ou de produits dangereux et sur la nature de leurs effets sur l'homme au quotidien. Le rapport resitue ainsi en première partie l'intérêt du thème santé-environnement (questions et notions sur des polluants d'usage courant, la mesure de leur impact), puis traite en deuxième partie les éthers de glycol et les polluants d'usage courant dans l'air intérieur (état de la recherche, réglementation, politiques menées), avant d'aborder en troisième partie la présence des polluants au quotidien, dans l'air intérieur, milieu d'élection de polluants dangereux pour la santé humaine : émissions des matériaux de construction et de décoration, émissions du mobilier, émissions dues aux comportements (désodorisants d'intérieur, fumée de tabac), émissions liées aux activités (produits ménagers...), sans oublier les polluants liés aux voyages (transports en commun, automobile) ou aux loisirs... La quatrième partie porte sur la recherche, la veille, l'alerte et l'expertise face à ces substances chimiques. En relevant de nom-

breux troubles sur la santé et en anticipant des risques sanitaires liés à l'état de l'environnement, l'Office propose une vingtaine de recommandations.

activité physique

Activité physique : contextes et effets sur la santé

Inserm, Expertise collective, Synthèse et recommandations, mars 2008, 812 pages, 60 euros.

En 2007, l'Inserm a été saisi par le ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative d'une expertise collective concernant les effets sur la santé de l'activité physique et sportive en termes de bénéfices et de risques. Le groupe d'experts s'est intéressé à la réalité de la pratique de l'activité physique en France, en s'interrogeant sur les facteurs qui incitaient les personnes à la pratiquer et aux bénéfices qu'elles pouvaient en tirer. À partir des connaissances scientifiques et médicales recueillies, le groupe observe que l'activité physique (à distinguer de l'activité sportive en tant que telle) est un atout incontestable dans le bénéfice santé. En effet, en exerçant un rôle non négligeable, et à tout

âge, dans la prévention de nombreuses pathologies (maladies cardio-vasculaires, maladies ostéoarticulaires et dégénératives, maladies mentales, obésité...), elle contribue au bien-être et à la qualité de vie des personnes qui la pratiquent régulièrement. En revanche, l'activité physique pratiquée de façon excessive peut s'avérer dangereuse : elle peut augmenter les risques de traumatismes, devenir une addiction, voire engendrer une certaine violence et des comportements à risque. À l'issue de l'analyse et de la synthèse, le groupe d'experts propose des recommandations pour des actions futures à mettre en œuvre (sensibilisation aussi bien des acteurs de santé publique que des populations au niveau individuel ou collectif), ainsi que des axes de recherche pour combler les lacunes des connaissances scientifiques et développer de nouveaux outils de mesure d'activité physique et d'environnement.

radiothérapie

Radiothérapie : efficacité des traitements et maîtrise des risques

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, rapport n° 576 Assemblée nationale et n° 159 Sénat, janvier 2008, 72 pages, 3,50 euros.

Plus de 200 000 personnes sont concernées chaque année en France par la radiothérapie, traitement incontournable du cancer. Ce traitement consiste à utiliser des radiations ionisantes pour détruire les cellules cancéreuses en bloquant leur capacité à se multiplier, tout en épargnant les tissus sains périphériques. L'audition publique du Sénat du 15 novembre 2007 fait un état des lieux de la radiothérapie et des technologies innovantes (radiochirurgie, tomographie et

CyberKnife, projet Étoile...). Une deuxième partie est consacrée à la radiovigilance et à la radioprotection (sécurité des patients), ainsi qu'aux suites de la radiothérapie (données épidémiologiques). L'audition publique a constaté que, si le Plan cancer, lancé en 2003, a permis de rénover le parc des équipements de radiothérapie avec la généralisation des accélérateurs linéaires et d'implanter des technologies innovantes, des efforts restent à faire dans les domaines des effectifs (insuffisants), du dispositif de veille et de sécurité.

organisation sanitaire

Les acteurs du système de soins : les institutions et organismes français et européens responsables de la politique de santé

Catherine le Borgne, Pamela Messi, avec la participation de Bruno Keller Éditions Huveaux France, 2008, 232 pages.

Face à la complexité du système de soins en France et à un monde de la santé en perpétuelle évolution, les auteurs proposent un ouvrage pédagogique pour permettre aux acteurs du système de soins de mieux en cerner le fonctionnement. Ainsi sont présentés tour à tour les pouvoirs publics, les instances et organismes nationaux, puis les organismes d'assurance maladie, les instances professionnelles nationales, les instances régionales et locales. Dans cette troisième édition, un chapitre est consacré à l'Europe de la santé : instances européennes et droit communautaire, programme santé de l'Union européenne (programme de santé publique, grippe aviaire, maladies rares, drogues, santé mentale...).

